L'orientation nouvelle de la politique économique

Jacques Parizeau

Volume 36, numéro 3, octobre–décembre 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001554ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001554ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parizeau, J. (1960). L'orientation nouvelle de la politique économique.
L'Actualité économique, 36(3), 522–533. <https://doi.org/10.7202/1001554ar>

L'orientation nouvelle de la politique économique Le budget présenté à la fin de 1960 marque, au Canada, la fin des illusions. Le ministre des Finances reconnaît, en somme, que c'est à la structure de l'économie qu'il faut s'attaquer et renonce pour la première fois depuis la guerre aux politiques que le *White Paper on Income and Employment* de 1946 avait proposées avec tant de persuasion. À cet égard, 1960 sera probablement considéré comme un point tournant. C'est à la signification de ce revirement que nous nous attacherons dans les pages qui suivent.

* * *

La fin de la guerre fut marquée dans notre pays par le triomphe d'idées que l'on se plaît à définir comme keynésiennes mais qui avaient subi passablement de transformations aux mains des disciples du maître, et qui avaient entraîné un certain nombre de corollaires une fois appliquées à la réalité canadienne. L'imminence présumée d'une grande dépression d'après-guerre avait, à toutes fins pratiques, annulé la flexibilité de la politique monétaire et l'avait neutralisée. On considérait comme nécessaire de maintenir les taux d'intérêt au plus bas niveau possible de façon à encourager l'investissement, ce qui faisait d'ailleurs tout à fait l'affaire d'un gouvernement qui sortait du conflit mondial avec une dette publique très élevée. D'ailleurs, d'une façon générale, les théoriciens reconnaissaient que la politique monétaire d'antan n'avait plus guère de rôle à jouer et que la politique fiscale était l'instrument le plus à même de remplir les deux objectifs essentiels de la stabilité économique, c'est-à-dire la lutte contre les excès du cycle, et la limitation de l'inflation à des proportions acceptables. Ce second objectif s'imposait d'autant plus que le soutien du cours des obligations fédérales par la Banque du Canada entraînait des augmentations considérables de la masse monétaire. Le contrôle de l'*inflationary gap* par la fiscalité ne faisait pas de doute.

Quant au second objectif — celui de lutte contracyclique — la politique fiscale, entendue dans son sens large, c'est-à-dire en y incluant les politiques de travaux publics, semblait présenter en raison d'une part de ses stabilisateurs automatiques et d'autre part de la flexibilité possible des taux d'impôts et des programmes

d'investissement, assez d'efficacité pour fournir l'instrument essentiel de la politique gouvernementale.

Une telle attitude était commune à beaucoup de pays du monde à la même époque. En même temps, et d'une façon toute aussi générale, les principes du *Welfare State*, plus ou moins associés à l'avènement au pouvoir de plusieurs gouvernements socialistes, ont reçu une impulsion considérable. La sécurité sociale prend des proportions gigantesques et ses applications sont d'ailleurs accueillies avec empressement par les tenants de la politique fiscale qui voit dans ces mesures un moyen d'empêcher les chutes trop prononcées de la demande globale.

De tels principes appliqués au Canada ont donné lieu à une conséquence importante. Le keynésianisme a mis en valeur la manipulation des «quantités globales», c'est-à-dire des grandes composantes de la production nationale. Un état d'esprit s'est développé en fonction duquel n'était véritablement efficace qu'une politique envisagée à l'échelle nationale.

La politique fiscale est dans son essence relativement simple et elle ne peut souffrir que des centres de décisions multiples en entravent le fonctionnement. La centralisation des pouvoirs économiques et sociaux entre les mains du gouvernement fédéral devenait donc la condition essentielle de l'efficacité du système. Une telle conclusion rejoignait d'ailleurs celles du Rapport Rowell-Sirois, publié au début de la guerre.

Il est inutile de revenir ici sur les mesures de centralisation qui se succédèrent pendant plusieurs années. Il suffira seulement de noter le sens véritable des accords fiscaux fédéraux-provinciaux en vertu desquels, moyennant une somme déterminée, les provinces laissaient la perception et la manipulation des impôts directs au gouvernement fédéral.

Keynésien à l'intérieur, le gouvernement est à l'égard de l'étranger libre-échangiste. Si, de la fin de 1947 à 1949, le Canada se voit forcé de recourir à des contrôles des changes pour sortir de l'impasse où ses prêts à l'Europe et ses paiements aux États-Unis l'ont fourvoyé, sa politique extérieure n'en est pas moins résolument libre-échangiste et tous les efforts seront faits pour appuyer toute initiative internationale visant à libéraliser les échanges. Cette attitude sera poussée à ce point que le gouvernement refusera

systématiquement de relever même les droits spécifiques établis pendant les années de la Grande Crise et dont la valeur protectrice diminue au fur et à mesure que l'inflation se développe et que les prix s'accroissent.

* * *

L'ensemble de ces principes de politique économique correspondait dans une bonne mesure aux circonstances et aux événements de l'époque. La crainte d'une crise mondiale exigeait que soit mis en place un mécanisme de soutien massif de l'économie. Et la récession, d'ailleurs très faible, de 1949 donna lieu à l'utilisation rapide et brutale de ce mécanisme. La chute des impôts et l'augmentation des paiements de transferts contribuèrent à maintenir le niveau des revenus disponibles.

Pour ce qui est des relations économiques internationales du Canada, la libéralisation du commerce s'imposait d'autant plus qu'en raison de la pénurie mondiale de dollars, la circulation normale des produits était bouleversée et dans une bonne mesure bloquée par le nombre considérable de contrôles de toutes espèces derrière lesquels la plupart des pays du monde s'étaient barricadés. En tant que grand exportateur, le Canada ne pouvait rester indifférent devant une telle situation et était disposé à sacrifier au besoin l'intérêt de son industrie secondaire, dont l'expansion était de toute façon soutenue par l'arrière de la demande nationale, pour assurer des débouchés à ses matières premières.

C'est précisément sous la pression des circonstances que les grands traits de cette politique d'après-guerre vont avoir à se modifier. Le climat économique et politique évolue rapidement. Au fur et à mesure que les années passent, la crainte d'une crise majeure s'estompe: une succession de cycles courts et peu accentués semble plus probable. D'autre part, la guerre de Corée impose des charges élevées et peu manipulables à un budget de plus en plus obéré par les frais de la sécurité sociale. Les taux d'impôt reviennent donc à des niveaux très élevés, si élevés que la flexibilité de la politique fiscale est remise en question. On ne peut guère imaginer que les taux d'imposition puissent être augmentés pour comprimer une expansion trop rapide, et ils ne peuvent être diminués que si l'État accepte des recours massifs à l'émission de titres dont une

fraction, en trouvant le chemin de la Banque centrale qui soutient les cours, alimenterait les pressions inflationnistes. Or, après la grande montée des prix de 1947 et de 1948, suivie par une nouvelle vague d'augmentations en 1950 et 1951, on commence à s'alarmer des menaces qu'une telle situation peut faire courir.

La neutralisation partielle de la politique fiscale et la nécessité de trouver, pour la remplacer, un instrument plus délicat et d'un maniement moins brutal va contribuer, à partir de 1952, à réactiver au Canada comme dans beaucoup d'autres pays du monde (et pour les mêmes raisons) la politique monétaire, encore que dans notre pays, il ne s'agisse pas vraiment de la réactiver mais de la créer. Depuis la fondation de la Banque du Canada en 1935, on n'a, en effet, jamais pratiqué le contrôle monétaire. La Banque n'a été, à toutes fins pratiques, que l'agent chargé de maintenir au niveau le plus bas possible les taux d'intérêt, d'administrer le change étranger, et de surveiller les banques à charte.

Dorénavant ce soutien disparaît, les taux se remettent à fluctuer. La politique d'*open market* se met à jouer dans les deux sens. Un marché monétaire est créé en 1954. Graduellement, dans le cadre des grands principes énoncés plus haut, la Banque centrale devient le principal stabilisateur de l'économie. Le gouvernement passe la main et les autorités bancaires doivent faire l'apprentissage, comme l'opinion publique d'ailleurs, de techniques, anciennes dans d'autres pays, mais tout à fait nouvelles au Canada. La grande tension de l'économie en 1956 marquera la fin de cet apprentissage en indiquant les limites. Appliquant les freins avec toute l'énergie dont elle est capable, la Banque du Canada se rendra compte:

a) que son contrôle sur la vitesse de circulation de la monnaie est à peu près nul, et qu'en raison des fluctuations dans le coefficient de rotation des dépôts, cette carence est grave;

b) que son action sur le montant total des moyens de paiements prend beaucoup plus de temps à atteindre les objectifs voulus qu'on ne le croyait;

c) que les liaisons entre les économies canadiennes et américaines imposent des contraintes appréciables à ce que la politique monétaire cherche à réaliser.

Dans l'ensemble cependant, les idées maîtresses de la politique économique demeurent: l'action exercée par les autorités publiques

sur la conjoncture reste basée sur l'utilisation alternative d'un frein et d'un accélérateur globaux, jumelés à une action analogue aux États-Unis, alors que, à l'extérieur, le Canada collabore activement à la libéralisation des échanges mondiaux et cherche à s'intégrer dans les réseaux multilatéraux qui commencent à s'établir sur une base stable. La structure de l'économie n'est pas à proprement parler la responsabilité de l'État. L'extraordinaire afflux de capitaux étrangers qui ouvre, après 1950, des régions entières du pays à l'extraction de matières premières, reçoit l'appui de l'État dans la mesure où celui-ci, par des travaux appropriés, facilite cette exploitation. Mais en aucun cas le gouvernement ne cherchera-t-il à infléchir l'orientation que prend l'économie canadienne sous l'influence de ces capitaux américains et européens. Le niveau de l'économie, le bien-être social de ses habitants, relèvent de l'État, mais la structure des activités n'est modifiée, fondamentalement, que par les intérêts privés. Dans ce dernier domaine, l'État donne son aide, aplanit les difficultés mais ne s'oppose pas.

Graduellement, cependant, des doutes s'expriment sur la politique économique suivie depuis la guerre. L'expansion spectaculaire de l'économie canadienne qui a relégué aux oubliettes telle ou telle difficulté locale ou temporaire, qui a masqué par son extraordinaire intensité les aspects moins reluisants de certains secteurs de l'économie, semble s'atténuer. Le chômage s'accroît brusquement et prend rapidement des proportions alarmantes. Un effort impressionnant est fait en 1958 par le nouveau gouvernement conservateur qui s'inspire de la politique économique déjà traditionnelle. L'augmentation de la masse monétaire atteint quatorze pour cent en un an. On augmente les travaux publics et les prestations de sécurité sociale. On ouvre toutes grandes les vannes du crédit à la construction domiciliaire. Mais c'est le chant du cygne de la théorie keynésienne revue et corrigée. Après un relèvement peu impressionnant, l'économie glisse à nouveau et le chômage retrouve un niveau inacceptable. Une crise est ouverte au niveau des faits comme à celui des idées qui provoquera à son point culminant la demande de la démission du Gouverneur de la Banque centrale.

Que s'est-il passé? Sans aucun doute, on semble avoir mésestimé les modifications structurelles qui, de cycle en cycle, se développent sur le plan de l'économie nationale comme sur celui de l'économie mondiale. L'économie canadienne n'est plus portée, ainsi que l'indiquait récemment le président d'une banque à charte, par l'économie mondiale. Le relèvement de l'Europe et du Japon s'est poursuivi par une rapide et tenace expansion. Plusieurs pays dits sous-développés se sont orientés vers la production de matières premières en concurrence directe avec celles que le Canada exporte. L'Amérique du Nord, d'une façon générale, a cessé d'être le bastion riche qui sert de pivot à l'économie mondiale; elle tend à devenir une zone où les coûts de production très élevés freinent les exportations et suscitent des importations qui réduisent graduellement l'expansion de l'industrie. L'Amérique du Nord est sur la défensive et en cherchant à se protéger contre des phénomènes mondiaux, les États-Unis exercent sur le Canada une influence d'autant plus néfaste que ce dernier traverse déjà les mêmes difficultés.

Si bien que non seulement les voitures européennes et les tissus japonais, par exemple, font-ils reculer l'industrie canadienne, non seulement les exportations canadiennes de minerai de fer outre-mer sont-elles remises en question, mais la politique de défense des États-Unis frappe l'extraction canadienne du pétrole, du zinc, du plomb et de l'uranium et contribue à rendre plus difficile les ventes de blé canadien outre-mer.

Dans une conjoncture de concurrence accrue, l'industrie secondaire canadienne se défend fort mal. Si l'équipement y est souvent moderne, et déjà soumis aux principes de l'automatisation, l'équipement de plusieurs autres pays du monde l'est aussi, la dernière guerre et l'aide accordée aux pays sous-développés ayant contribué à l'installation, dans la plupart des régions du monde, d'un outillage du plus haut niveau d'efficacité. Les différences de salaires d'un pays à un autre prennent alors une importance considérable pour départager les concurrents, et, à cet égard, le Canada est particulièrement mal placé.

Il y a plus. La hausse des coûts de transport terrestre dans un pays aussi grand augmente beaucoup plus sérieusement qu'ailleurs les prix et les coûts. La chute de la protection douanière accentue encore les difficultés qu'éprouve l'industrie locale à approvisionner

l'ensemble du marché canadien. Et l'on constate, dans de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière, un glissement plus ou moins accentué depuis la fin de la guerre de Corée.

Sans doute, ainsi qu'on l'a noté plus haut, les grands travaux de mise en valeur qui ont atteint leur apogée en 1956 et en 1957 ont-ils masqué ce phénomène. L'appel de main-d'œuvre pour la construction non domiciliaire fut considérable et, en échange des milliards engagés dans les ressources naturelles, l'effet de multiplication des revenus fut important pendant plusieurs années bien que le plus clair des matières premières ait été exporté à l'état brut. La fin de plusieurs grands travaux et le début du fonctionnement normal des exploitations a ramené les choses à de plus justes proportions. Les milliards placés dans l'extraction du pétrole de l'Ouest donnent du travail à 5,000 hommes, et le milliard d'investissements dans le minerai de fer de l'Ungava a créé moins d'emplois qu'une usine de textiles qui aurait coûté dix fois moins. Si de telles activités avaient provoqué la création de centres industriels, le gain aurait été certain. Ce n'est habituellement pas le cas.

Même l'outillage nécessaire à ces grands travaux et, d'ailleurs, à la modernisation de l'industrie secondaire a été importé en grande partie, enlevant ainsi des emplois à une main-d'œuvre locale rapidement déplacée par la machine et qui ne trouve pas à s'employer dans les industries d'équipement.

Ajoutons enfin à de tels phénomènes, un niveau élevé de l'immigration, et l'on trouve ainsi réunies plusieurs conditions nécessaires à un chômage élevé rendu plus aigu encore par certaines transformations d'ordre sociologique comme l'augmentation du taux de participation des femmes à la main-d'œuvre nationale.

* * *

Face à des circonstances profondément modifiées, l'évolution des idées s'est faite lentement. La récession de 1957 et de 1958 ressemblait en bien des points aux précédentes et il était facile de chercher à rétablir la situation avec les moyens habituels. Deux ans plus tard, on devait se rendre à l'évidence que ces moyens avaient échoué en bonne partie.

Le point tournant à cet égard est la publication du Rapport annuel du Gouverneur de la Banque du Canada en mars 1960. Il y a dans les thèses de M. Coyne certaines idées dont le caractère assez mal définissable a nui à la discussion qui a suivi («Le Canada vit au-dessus de ses moyens», par exemple). Néanmoins, et c'est là l'aspect essentiel de ce Rapport, on reconnaît officiellement :

a) l'ampleur des problèmes structurels que pose maintenant l'économie canadienne;

b) la nécessité de solutions spécifiques et régionalisées;

c) les dangers de l'application de la politique fiscale et monétaire et même le caractère nocif des manipulations traditionnelles dans la présente conjoncture;

d) la nécessité de redonner à l'industrie secondaire un dynamisme suffisant.

À tous ces points de vue, le Gouverneur rompt avec une politique économique dont on a vu qu'elle avait duré depuis la guerre. Ce Rapport représente donc à proprement parler un tournant dans l'évolution des idées, dont l'importance est d'autant plus grande que le Gouverneur a pris graduellement, pour les raisons indiquées plus haut, une place dans l'orientation de l'opinion publique que son prédécesseur n'avait pas.

Cette rupture sinon avec la lettre (on l'avait bien oubliée depuis lors) tout au moins avec l'esprit du *White Paper* de 1946, s'explique semble-t-il assez facilement si l'on tient compte des changements dans le cadre et le contenu de l'économie, ainsi que nous venons de les décrire...

En effet, dans la situation actuelle, les pressions inflationnistes, si allègrement acceptées dans le passé, deviennent éminemment dangereuses dans la mesure même où elles limitent les exportations et augmentent les importations des produits étrangers dans un monde où la concurrence est devenue très aiguë. Vouloir combattre une récession par une politique de *deficit financing* et par un accroissement de la masse monétaire peut donc aisément mener à un résultat opposé à celui qui a été prévu, si à la suite d'une hausse des prix les ventes à l'étranger tombaient et les importations s'accroissaient. À vouloir combattre le chômage on l'aurait ainsi accru.

D'autre part, l'opinion et les autorités étant enfin conscientes de la diversité des difficultés économiques d'une région à l'autre, le Gouverneur ne peut que constater que la politique monétaire ne pouvant être régionalisée, il faut chercher ailleurs une solution. Si une politique générale peut être adoptée elle ne peut, au point où en sont les choses, que faire en sorte d'appuyer le développement de l'industrie manufacturière qu'on a si volontiers sacrifiée pendant des années et dont le glissement est maintenant si chèrement payé.

Le revirement des autorités de la Banque centrale pouvait provoquer une crise aiguë au gouvernement. Sans doute le nouveau régime conservateur avait-il déjà amorcé le tournant dans certains domaines. Il avait marqué en particulier le désir de voir les provinces assumer de plus vastes responsabilités. Il avait aussi tenté, bien timidement d'ailleurs, quelques relèvements de droits de douane, chose impensable avant lui. Dans l'ensemble cependant, on s'en tenait encore à la vieille politique contra-cyclique, ainsi que l'expérience de 1958 l'avait montré.

Escomptant peut-être le conflit entre le ministère des Finances et la Banque, certains tenants de la politique traditionnelle exigèrent donc la démission du Gouverneur, au milieu d'une atmosphère de scandale peu fréquente dans ces sphères éthérées. Le discours du budget présenté à la fin de décembre fait disparaître toute ambiguïté et enterre officiellement les thèses essentielles de la politique économique d'autrefois.

Habitée comme l'était l'opinion publique de juger les budgets sur l'évolution du montant des dépenses, des recettes et des déficits, la teneur du dernier budget a surpris. Il ne change à peu près pas le montant général du déficit qui avait été prévu. Il s'attache au contraire à modifier la répartition des charges et annonce des innovations qui ont trait à la structure même de l'économie. On aborde en somme les solutions spécifiques réclamées par le Gouverneur de la Banque centrale. Les mesures envisagées sont extrêmement diverses. Pour faire disparaître les « poches de chômage » qui sont apparues dans diverses régions, on incite, au moyen d'avantages fiscaux, les entreprises à s'y établir. On accorde les mêmes avantages fiscaux aux entreprises canadiennes qui entreprendront la fabrication de produits qui jusqu'à maintenant n'étaient disponibles au Canada que par le truchement de l'importation. Cette

mesure est liée directement à ce qui semble l'aspect essentiel du discours du budget, c'est-à-dire la redéfinition aux fins douanières des « produits d'une classe ou espèce fabriquée au Canada ». Ceci exige quelques développements.

Depuis fort longtemps, l'outillage importé au Canada est divisé par les autorités douanières en deux classes selon qu'il est possible à l'importateur d'acheter ou non de l'outillage analogue au Canada. Dans le premier cas, les droits sont souvent de 15 à 25 pour cent, dans le second, au contraire, ils varient de 0 à 7½ pour cent. On a tourné facilement ces dispositions dans le passé et la seconde classe s'est gonflée considérablement par rapport à la première. Les abus se sont généralisés. En redéfinissant les catégories, le ministre des Finances reclassifie, en fait, des centaines de millions de dollars d'importations et augmente la protection effective de l'industrie de l'équipement qui emploie énormément d'ouvriers.

Dans un autre ordre d'idée mais toujours dans le sens du développement de l'industrie secondaire, le gouvernement a décidé de mettre sur pied une banque d'exportation dont le capital sera partagé entre toutes les banques à charte, et qui offrirait du crédit à moyen et à long terme. L'absence d'une telle banque et la nécessité pour les exportateurs canadiens d'exiger le paiement rapide de leurs ventes à l'étranger dans un monde où les produits fabriqués se vendent de plus en plus en fonction du crédit qui les accompagne, ont eu une importance décisive sur la structure du commerce extérieur du Canada. Notre pays exporte actuellement relativement moins de produits fabriqués qu'en 1939.

Le financement de certaines des mesures envisagées dans le dernier budget sera assuré par un relèvement de l'impôt sur les investissements étrangers, qui devrait avoir d'ailleurs relativement peu d'effets sur les compagnies elles-mêmes après la renégociation des traités de double imposition. Sans doute, certains intérêts étrangers considéreront-ils que le raidissement du gouvernement canadien augure mal pour l'avenir, et réduiront-ils peut-être leurs transferts de capitaux au Canada. On comprend cependant qu'une telle réaction ne soit que le coût de la politique suivie par le gouvernement actuel, un coût inévitable et qui ne doit pas faire perdre de vue les gains que l'on espère tirer d'une réorganisation de l'économie. D'ailleurs les nouvelles réglementa-

tions qui forcent les fonds de pension à placer 90 pour cent de leurs avoirs dans des titres canadiens devraient compenser dans une bonne mesure le retrait partiel de certains intérêts étrangers.

Sans aucun doute, le dernier budget ne représente qu'une étape du revirement qui se dessine. Le budget d'avril 1961 devrait marquer un nouveau pas en avant dans cette voie. À l'heure actuelle, la nouvelle orientation n'en est pas moins clairement établie.

* * *

L'opposition reste cependant très forte. On ne se débarrasse pas en quelques mois d'idées qui ont duré vingt ans. Les tenants des instruments de contrôles mécaniques et globaux n'ont pas pour autant désarmé. Si quelques-uns d'entre eux reconnaissent le bien fondé de certaines critiques, on les voit cependant se tourner encore vers la combinaison de bas taux d'intérêt, de diminution des impôts et d'une chute du taux de change pour faire démarrer l'économie. À quelques nuances près, une telle attitude reste étroitement conforme à celles qui ont caractérisé les années d'après-guerre. Et à nouveau le risque d'inflation est accepté comme un moindre mal que le chômage, sans que ne soit reconnu le risque de voir l'inflation accentuer le chômage.

Une telle attitude implique, pour ce qui a trait au taux de change, que la demande internationale pour l'exportation canadienne et la demande nationale pour des produits importés soient toutes deux très élastiques aux prix. En raison des liaisons très étroites qui existent entre producteurs et consommateurs de chaque côté de la frontière canado-américaine, il est loin d'être sûr que ce soit le cas surtout sur la courte ou la moyenne période.

On s'objecte, en outre, à la politique actuelle à partir de l'idée que les mesures envisagées n'auront vraiment de l'effet qu'au bout d'un temps plus ou moins long. Cela est indiscutable et si ces mesures avaient été prises il y a quelques années, le chômage actuel s'en trouverait sans doute atténué.

Il n'en reste pas moins qu'en dépit de telles critiques la politique actuelle semble avoir retrouvé une certaine concordance avec les faits et les événements. Cela ne veut pas dire évidemment qu'on renonce dorénavant à toute manipulation monétaire et fiscale. Mais

de telles manipulations n'auraient plus qu'un rôle accessoire qui s'exercerait au niveau de la très courte période et qui n'aurait pas le caractère systématique qu'on lui avait donné après la guerre. À ce titre, l'année qui vient de se terminer représente probablement, pour notre pays, une des grandes dates de sa politique économique.

* * *

Sans doute, la réorganisation qui semble se dessiner va-t-elle compliquer, dans une bonne mesure, l'aménagement de la politique commerciale du pays. Le Canada semble, en effet, s'engager dans la voie de réformes structurelles, alors même qu'on sollicite, de toutes parts, sa participation aux blocs commerciaux qui surgissent un peu partout dans le monde. À la suite de l'organisation en Europe d'une communauté économique et de la zone de libre-échange, de semblables projets, dans d'autres régions, ont été mis à l'étude. En raison même de sa participation élevée au commerce international, le Canada ne peut assister avec indifférence à cette réorganisation des réseaux traditionnels. Déjà le projet d'une zone nord-atlantique de libre-échange a été mis de l'avant, de même qu'un plan d'union douanière avec les États-Unis.

Le retard apporté à la réorganisation de la structure interne de l'économie canadienne fait donc apparaître un dilemme dont on commence seulement à mesurer la gravité. Faire porter tous les efforts sur cette réorganisation avant de participer à l'un ou l'autre des grands ensembles commerciaux en voie de création, peut, éventuellement, contribuer à freiner les exportations. Au contraire, faire porter tous les efforts dans le sens d'une intégration nouvelle de l'économie canadienne dans ces grands ensembles, ne peut vraiment être envisagé qu'en renonçant à plusieurs des projets actuels relatifs à la réorientation structurelle de l'économie intérieure, en ce qui a trait, tout particulièrement, à la révision du tarif et au contrôle des capitaux étrangers.

Le dilemme ne se présente pas, en pratique, dans des termes aussi brutaux. Il n'en est pas moins réel, et il est essentiel que, dans les années à venir, il n'apparaisse pas entre les politiques économiques internes et externes des oppositions qui tendraient à les neutraliser.

Jacques PARIZEAU